

VOUS INFORME QUE CE DOCUMENT FAIT L'OBJET D'UNE PROCEDURE DE

SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

Le présent document est établi en un (1) exemplaire original signé par voie électronique par chacune des parties, qui ont consenti à l'utilisation de ce procédé et reconnu comme totalement valable ledit procédé de signature.

La version numérique de ce document a une valeur juridique probante complète, sa re-matérialisation sur papier n'est pas nécessaire.

La signature électronique vaut signature de **toutes les pages** et en conséquence remplace le **paraphe** de chacune des pages.

Les Parties reconnaissent que le procédé technique de signature électronique mis en œuvre permet de garantir et constituer la preuve de (i) l'identification du signataire du document, (ii) la préservation de l'intégrité de son contenu. Les Parties renoncent expressément à contester la recevabilité, la validité et la force probante de la signature électronique du présent document.

Les Parties conviennent que l'acte signé ce jour (i) constituera l'original dudit acte (ii) constituera une preuve par écrit, au sens des articles 1364 et suivants du Code civil, pouvant être valablement opposée aux Parties (iii) sera susceptible d'être produit en justice en cas de litige.

Les Parties reconnaissent enfin que le présent document signé par voie électronique sera le cas échéant admis comme original devant les tribunaux et fera la preuve des contenus qu'il contient, preuve recevable, valable et opposable entre les Parties, de la même manière, dans les mêmes conditions et avec la même force probante qu'un document qui revêt une signature manuscrite, conformément aux articles 1356, 1366 à 1368 du Code civil.

Les signataires ci-dessous ont signé numériquement :

ASSOCIATION D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE SUPÉRIEUR DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ÉLECTRONIQUE DE L'OUEST

Association Loi du 1er juillet 1901

*10 boulevard Jean Jeanneteau
49107 ANGERS Cedex 2*

***Exercice clos le 31 août 2024
Rapport sur les comptes annuels***



AUDIT

**Sylvain BEGENNE
Sophie DELSAUX
Sophie GRANIER
Rémi LAMBERT
Quentin LE MEUR
Matthieu FOUQUERON
Anne PANANCEAU-MOCHER**
Commissaires aux Comptes

Adresse de correspondance : TGS France Audit – Parc d'Activités Angers-Beaucouzé
1 rue du Tertre – CS 60119 – 49072 BEAUCOUZÉ CEDEX
Tél 02 41 22 22 30 – Fax 02 41 47 47 95 – E-mail beaucouze-audit@tgs-france.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**Exercice clos le 31 août 2024**

A l'assemblée générale de l'Association d'Enseignement Technique Supérieur d'Électronique de l'École Supérieure d'Électronique de l'Ouest,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association d'Enseignement Technique Supérieur d'Électronique de l'École Supérieure d'Électronique de l'Ouest relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note de l'annexe « Règles et méthodes comptables » expose les principes comptables applicables notamment le principe lié à l'indépendance des exercices. Nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les procédures mises en œuvre par l'association sur lesquelles se fondent les évaluations relatives à l'indépendance des exercices.

La note 7 de l'annexe « Tableau des provisions » expose l'état des provisions pour risques et charges et des provisions pour dépréciation. Nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations qui en résultent.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Beaucouzé,
Signé numériquement
Pour **TGS France Audit**,

Rémi LAMBERT
Commissaire aux Comptes

Bilan Actif

Rubriques	Brut	Amortissement	Net au 31/08/2024	Net au 31/08/2023
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 446	1 446		
Donation temporaire d'usufruit				
Autres immobilisations incorporelles	640 489	624 288	16 201	4 503
Avances et acomptes sur immo. incorporelles				
Total immobilisations incorporelles	641 935	625 734	16 201	4 503
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	4 021 910		4 021 910	4 021 910
Constructions	31 998 073	11 398 034	20 600 038	21 635 295
Installations techniques, mat. et outillage industriels	10 298 391	9 282 332	1 016 059	1 144 739
Autres immobilisations corporelles	1 049 537	634 627	414 911	310 999
Immobilisations en cours	175 861		175 861	
Avances et acomptes				
Total immobilisations corporelles	47 543 773	21 314 994	26 228 779	27 112 943
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	1 000		1 000	1 000
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	1 040 097	64 479	975 619	1 040 097
Prêts	121 582		121 582	93 895
Autres immobilisations financières	95 399		95 399	95 399
Total immobilisations financières	1 258 078	64 479	1 193 600	1 230 391
ACTIF IMMOBILISE	49 443 786	22 005 206	27 438 580	28 347 838
Stocks et en-cours				
Total des stocks				
CREANCES				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Clients et comptes rattachés	1 712 969	68 217	1 644 753	1 988 211
Autres créances	2 300 170		2 300 170	2 386 553
Créances reçues par legs ou donations				
Total des créances	4 013 139	68 217	3 944 923	4 374 764
DISPONIBILITES ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	7 187		7 187	7 186
Disponibilités	1 742 078		1 742 078	2 659 297
Total disponibilités et divers	1 749 265		1 749 265	2 666 482
Charges constatées d'avance	351 606		351 606	248 443
ACTIF CIRCULANT	6 114 011	68 217	6 045 794	7 289 690
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	55 557 796	22 073 423	33 484 374	35 637 528

Bilan Passif

Rubriques	Net au 31/08/2024	Net au 31/08/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	6 962 793	7 514 558
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds complémentaire		
Écarts de réévaluation		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau		
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	8 291	(551 765)
Total situation nette	6 971 084	6 962 793
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	10 852 841	11 457 944
Provisions réglementées		
TOTAL I	17 823 925	18 420 737
Fonds dédiés sur subvention d'exploitation	905 457	739 540
Fonds dédiés sur ressources liées à générosité public	31 660	38 660
TOTAL II	937 117	778 201
Provisions pour risques	239 000	495 600
Provisions pour charges	299 377	401 708
TOTAL III	538 377	897 308
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 986 939	10 727 401
Emprunts et dettes financières divers	21 752	22 555
Total dettes financières	10 008 691	10 749 956
DETTES D'EXPLOITATION		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	675 624	488 916
Dettes des legs et donations		
Dettes fiscales et sociales	791 567	1 092 728
Total dettes d'exploitation	1 467 190	1 581 643
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	88 632	103 787
Autres dettes	41 725	121 847
Total dettes diverses	130 357	225 635
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	2 578 717	2 984 049
TOTAL IV	14 184 955	15 541 283
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	33 484 374	35 637 528

Compte de résultat (partie 1)

Rubriques	Net au 31/08/2024	Net au 31/08/2023
Cotisations	2 025	1 905
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	10 885 320	10 397 152
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subvention d'exploitation	2 275 581	2 426 858
Versement des fondateurs ou consommation de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	201 663	167 066
Mécénats		
Legs, donation et assurance-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	522 364	1 151 750
Utilisation des fonds dédiés	198 024	83 685
Autres produits, reprise activité prépa	507 526	781 004
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	14 592 504	15 009 420
CHARGES EXTERNES		
Achat de marchandises (y compris droits de douane)		
Variation de stock (marchandises)		
Achat de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)	177 020	135 474
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)		
Autres achats et charges externes	3 911 199	3 408 304
Aides financières	236 738	277 144
Total charges externes	4 324 957	3 820 921
IMPOTS, TAXES ET ASSIMILES	176 285	172 993
CHARGES DE PERSONNEL		
Salaires et traitements	5 979 365	6 295 751
Charges sociales	2 420 934	2 562 276
Total charges de personnel	8 400 300	8 858 026
DOTATIONS D'EXPLOITATION		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	1 582 154	1 611 904
Dotations aux provisions sur immobilisations		
Dotations aux provisions	25 466	422 396
Reports en fonds dédiés	356 940	403 410
Total dotations d'exploitation	1 954 560	2 437 710
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	51 058	1 024 650
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	14 917 160	16 314 299
RESULTAT D'EXPLOITATION	(324 656)	(1 304 878)



Compte de résultat (partie 2)

Rubriques	Net au 31/08/2024	Net au 31/08/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION	(324 656)	(1 304 878)
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	46 175	48 079
Autres intérêts et produits assimilés	37 698	13 671
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change	17	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	83 890	61 749
CHARGES FINANCIERES		
Dotations financières aux amortissements et provisions	64 479	
Intérêts et charges assimilées	276 222	290 334
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	340 701	290 334
RESULTAT FINANCIER	(256 811)	(228 584)
RESULTAT COURANT	(581 466)	(1 533 462)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	30 339	109 612
Produits exceptionnels sur opérations en capital	672 768	650 763
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	703 106	760 375
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2	(32 670)
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	266 000	3 200
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	266 002	(29 470)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	437 105	789 845
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices	(152 653)	(191 855)
TOTAL DES PRODUITS	15 379 500	15 831 544
TOTAL DES CHARGES	15 371 209	16 383 310
BENEFICE ou PERTE	8 291	(551 765)